

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

L'EXÉCUTIF COMME MODÈLE D'INTÉGRITÉ

Une utopie féconde

Comment veiller à l'exemplarité de l'Exécutif dans la lutte contre la corruption ? Pour ce faire, le gouvernement doit renforcer son autorité légale dans le respect des lois, assurer son contrôle sur la Fonction publique — en préservant l'indépendance de cette dernière — et garantir une tonalité morale à la gestion de la chose publique. L'idée de mettre en place des règles d'éthique et de bonne conduite doit être privilégiée.

On doit redéfinir les relations entre l'Exécutif et la Fonction publique afin de réunir les conditions de la prévention de la corruption. La nécessaire moralisation de la gestion des cadeaux officiels — cadeaux dont abusent nombre de ministres et hauts fonctionnaires —, doit être inscrite à l'ordre du jour tant à travers de mauvaises pratiques à éliminer, que des règles à instaurer pour assurer une gestion transparente de ces cadeaux.

La question de l'immunité, voire l'impunité, des membres de l'Exécutif occupe une place importante dans la lutte contre la corruption, notamment ses aspects préventifs, d'autant plus que l'actualité est fournie en abus de toutes sortes qui discréditent l'Etat et ses institutions.

L'Exécutif doit être imprégné de l'obligation de rendre des comptes.



Principes éthiques

L'Exécutif a un rôle très important à jouer comme modèle d'intégrité. Il doit manifester sans ambiguïté sa ferme volonté de fonctionner selon des normes et avoir l'autorité légale et morale ainsi que le poids politique de faire appliquer ces principes dans l'ensemble de la Fonction publique. La nature des relations qu'entretiennent l'exécutif et la Fonction publique doit être clairement définie et connue de tous, de manière à éviter les

ingérences politiques dans le travail des fonctionnaires.

Un ensemble de règles précises doit réglementer les conflits d'intérêt, la pratique des cadeaux officiels, ainsi que le régime d'immunités et de prérogatives dont bénéficient les membres de l'Exécutif.

On attend du gouvernement (et de ses démembrements dans les wilayas) qu'il exerce son autorité sur des bases saines, en adoptant des principes et des normes éthiques stricts et qu'il réalise un

contrôle sur la Fonction publique chargée de la mise en œuvre de la politique et des programmes du gouvernement.

Actions légales, légitimes et transparentes

En s'acquittant de ses multiples responsabilités, l'Exécutif doit veiller :

- à faire preuve d'une autorité sans ambiguïté et d'une volonté politique ferme pour assurer une gestion intégrée des affaires publiques ;
- à ce que ses propres actions soient légales, légitimes et absolument transparentes ;
- à l'indépendance des tribunaux et à l'application de leurs décisions ;
- à ce que les corps d'inspection et de contrôle disposent des ressources et des pouvoirs leur permettant d'accomplir leurs fonctions de manière indépendante, sans crainte ni complaisance. On ne soulignera jamais assez le rôle dirigeant de l'Exécutif. Le chef de gouvernement dispose d'un excellent accès aux médias et fait l'objet d'une large couverture médiatique.

Il est de ce fait particulièrement bien placé pour faire passer des messages à la population. Par leur visibilité et la nature de leur fonction, il se trouve dans une position privilégiée pour jouer un rôle de modèle et doit veiller à adopter une conduite exemplaire, propre à inspirer leurs gouvernés. Il est temps que les Algériens se dotent d'un Exécutif exemplaire et pour ce faire, ils doivent devenir les véritables acteurs du changement...

Djilali Hadjadj

AUTORISÉ PAR LE CONSEIL DES MINISTRES

Le «gré à gré» a la peau dure

Le Conseil des ministres du mercredi 30 décembre 2015 a notamment «entendu une communication de M. le ministre des Transports, portant sur un projet de marché en gré à gré, pour la réalisation du système intégral de l'extension du métro d'Alger.

Ce marché dont la conclusion a été autorisée par le Conseil des ministres associe des entreprises algériennes et françaises retenues à la suite d'une consultation restreinte. Il porte sur la réalisation du système intégral pour l'extension du métro d'Alger, sur 3,6 km, entre Haï El-Badr

et Aïn Naâdja, pour un coût total de 12,263 milliards de dinars.» Extrait du communiqué officiel du Conseil des ministres.

Pourquoi ce marché a-t-il fait l'objet d'une consultation restreinte ? Y a-t-il urgence qui justifie le recours au gré à gré ? Quelles sont ces entreprises françaises qui en ont bénéficié ? La transparence dans la gestion des gros marchés publics n'est pas encore à l'ordre du jour et le «gré à gré» continuera à avoir la peau dure...

D. H.

AFFAIRE «SONATRACH I»

Le procès de l'absent nommé... Chakib Khelil

L'affaire dite «Sonatrach 1» est de retour sur la scène judiciaire à la Cour d'Alger. Le procès — après 2 reports, en mars et juin 2015 — a débuté le 27 décembre dernier : aujourd'hui, il entame son 7^e jour (après une interruption le week-end). Un absent de taille plane sur les débats : Chakib Khelil, ancien ministre de l'Énergie : les anciens dirigeants de Sonatrach sur les bancs des accusés ne cessent d'affirmer qu'il était impliqué ou ordonnateur de toutes les grandes décisions ayant un lien avec les marchés au cœur du procès.

Mais Chakib Khelil, encore une fois, est intouchable et jouit d'une impunité à toute épreuve. Pour rappel, 19 personnes dont des ex-responsables du groupe Sonatrach et de sociétés étrangères doivent répondre de faits liés à la «corruption», selon le rôle complémentaire de la deuxième session criminelle 2015. Parmi les accusés figurent l'ex-président-directeur général (PDG) du groupe

national, Mohamed Meziane, et le patron du groupe allemand «Contel Algérie Funkwerk», El-Smaïl Mohamed Réda, ainsi que 8 directeurs exécutifs de Sonatrach, dont Amar Zenasni, responsable du transport par pipeline, et le directeur des activités d'amont, Belkacem Boumedienne. Sur la liste des accusés figurent également 4 entreprises étrangères ayant bénéficié «fraudeusement» de marchés publics, au préjudice de Sonatrach. Parmi les chefs d'accusation retenus contre les accusés, dont 7 sont en détention, figurent «association de malfaiteurs», «passation de marchés contraires à la loi pour accor-

der des privilèges injustifiés à des tiers», «blanchiment d'argent», «augmentation de prix dans des contrats avec une entreprise publique», «détournement de deniers publics» et «blanchiment d'argent et corruption».

Comment se terminera ce procès ? Très certainement avec de lourdes condamnations pour les accusés présents. Et très peu de révélations sur les faits véritables, sur les préjudices causés et avec l'octroi d'un chèque en blanc pour ceux qui auront été protégés et épargnés. «Sonatrach 1», une affaire politique ? selon certains avocats des accusés.

D. H.

CITATION

«...Passée l'euphorie de l'indépendance...»

«...Passée l'euphorie de l'indépendance, la population ne s'est généralement pas reconnue dans ce pouvoir, elle a conservé une attitude assez proche de celle qu'elle avait face à l'administration coloniale. L'État est resté une abstraction qui n'engendre pas la loyauté.

Les relations sont personnelles : elles impliquent faveurs et obligations, de moins en moins réciproques. L'administration qui est une notion moderne héritée de la colonisation forme une entité en soi, elle ne se sent pas au service, à l'écoute du public ; au mieux elle veut imposer sa vision du développement ; au pire, elle veut d'abord se perpétuer pour son propre profit.»

Henri-Philippe Cart, du département fédéral suisse des Affaires étrangères, lors d'un colloque sur les droits humains, tenu à Fribourg en 1994

DES MOTS POUR LE DIRE

A propos du pouvoir

«Tout homme qui a peur du pouvoir est porté à en abuser. Il faut donc que, par une juste disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir.»

Montesquieu, philosophe français, in *L'esprit des lois*